

Les relations franco-allemandes à l'heure de l'arrivée de Joe Biden et du départ d'Angela Merkel

I. INTRODUCTION

En ce jour de la traditionnelle « Journée franco-allemande », les regards français se tournent à la fois vers l'Ouest, à savoir les États-Unis, et vers l'Est, à savoir la République fédérale d'Allemagne. Alors que les USA viennent d'introniser leur nouveau président, la RFA choisira le 26 septembre prochain un nouveau chancelier en lieu et place d'Angela Merkel. La France s'est-elle bien préparée à ce double changement ? Si elle a anticipé le départ de Trump, rien ne permet d'affirmer qu'il en soit de même pour celui de la chancelière. C'est là une constante de la politique française face à la République fédérale : elle réagit, mais n'agit pas en amont. Cela semble à nouveau être le cas aujourd'hui, d'autant qu'elle reste toujours prisonnière de ses propres représentations de l'Allemagne

II. L'ALLEMAGNE N'EST PAS CE QUE VOUS CROYEZ

C'est là reprendre le titre d'un livre, publié en 1978, par Joseph Rovin, qui, au parcours politique évolutif, fut l'un des grands artisans de la réconciliation franco-allemande. Même si ses propos de l'époque ont perdu de leur intérêt, l'idée de la méconnaissance française de l'Allemagne reste valable.

A) Une France complexée vis-à-vis de la RFA

Parce qu'en situation ou plus encore en perception de déclin, la France cultive un complexe à l'égard de l'Allemagne. C'est là un phénomène relativement récent dont les débuts remontent au plus tard au 29 mai 2005, jour du vote contre le projet de « Traité établissant une constitution pour l'Europe ». Depuis lors, la France a mal à l'Allemagne. En d'autres termes, cette date symbolise la rupture de l'équilibre franco-allemand, garant autrefois de la réussite du partenariat binational.

1. La France vit mal son instabilité politique en comparaison avec la stabilité allemande. Pour Paris, la politique allemande se résume à seize ans de Merkel ayant côtoyé quatre présidents français. Elle oublie que la chancelière aura gouverné douze ans son pays dans le cadre d'une grande coalition avec ses rivaux sociaux-démocrates. Par conséquent, la stabilité allemande est aussi celle d'un compromis politique a minima, faute de mieux ! La chancelière n'ayant dirigé que quatre ans, de 2009 à 2013, un cabinet avec ses 'alliés naturels' du FDP !
2. La France ne comprend pas la réussite allemande. Elle l'attribue à plusieurs composantes dont elle ignore les causes profondes, historiques, économiques, sociales et politiques. Elle les jalouse, à l'exemple du fédéralisme qui, en France, n'aurait aucune chance de s'installer durablement. Idem pour l'industrie, la France étant toujours trop fière de ses grands projets, ignorant que l'Allemagne ne cherche pas la grandeur, mais la diversité assurée par le principe de subsidiarité et le maillage de son tissu économique.
3. La France n'a pas encore complètement fait le deuil du modèle rhénan. Elle n'est toujours pas en mesure de saisir les différences profondes nées du passage de l'Allemagne de Bonn à la République de Berlin. Cela concerne de nombreux aspects de la société allemande, qu'ils soient géographiques, historiques, culturels, mais aussi religieux. De cette méconnaissance, aussi savamment entretenue auprès de certains milieux germanophiles

en France, est née une admiration exhaustive, voire excessive, des Français à l'adresse de la RFA, avec ses chances mais aussi avec ses limites.

B) Une Allemagne sans complexe vis-à-vis de la France

Profitant de son excellente image dont elle jouit auprès de ses partenaires, la République fédérale d'Allemagne agit sans le moindre complexe envers ses voisins et ses amis. Toujours animée par un sentiment « d'avoir raison par définition », mais sans y voir le moindre mal, elle impose ses points de vue, persuadée qu'elle répond aussi aux demandes de ses alliés.

1. La République fédérale d'Allemagne, débarrassée de son costume de « nain politique » sur la scène internationale, défend ses propres intérêts nationaux. Elle assume ainsi son rôle, ce que nul n'est en mesure de lui reprocher. Le temps de la partition des tâches est bel et bien révolu, lorsqu'elle se satisfaisait d'un modèle européen, où elle revendiquait son excellence économique et sociale et laissait à Paris le soin d'occuper le terrain politique et diplomatique au sein de la CEE, voire par la suite, mais dans une moindre mesure, au début de l'UE.
2. La République fédérale d'Allemagne n'exprime ouvertement aucun sentiment de supériorité face à une France déclinante. Au contraire, elle s'inquiète officiellement d'un tel décrochage, éprouvant envers l'hexagone un sentiment de compassion mal venu. Elle se désole d'une France mal en point, mais profite aussi de l'occasion qui lui est ainsi offerte pour être aux avant-postes de la politique communautaire.
3. La République fédérale d'Allemagne considère toujours que la France est son principal partenaire, mais regrette que cette même France n'évolue guère et reste cantonnée dans une tradition gaullienne et indépendantiste de sa politique étrangère. En d'autres termes, elle souhaiterait que Paris l'écoute plus, ce qui n'est pas sans conséquences pour le Quai d'Orsay. Tel pourrait aussi être le cas dans la future relation que Berlin compte désormais développer avec l'administration de Joe Biden.

III. UNE ALLEMAGNE QUI SE SAIT SE FAIRE AIMER

La République fédérale d'Allemagne pense qu'elle sert de modèle pour nombre d'autres pays européens, car se voulant être plus européenne que d'autres. La RFA, aimant être aimée, se croit être à l'abri de toute critique qu'elle interpréterait comme un affront adressé à un modèle qu'elle considère être exportable, comme le sont ses produits *made in Germany*.

A) L'Allemagne comme modèle

C'est là une constante depuis que la RFA existe : l'Allemagne se prévaut d'un modèle dont elle assume son existence avec fierté. Les Allemands ne sont pas fiers d'être allemands, mais fiers du modèle qu'ils ont su instaurer à l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale, fiers de cette unification qu'ils ont opérée sans violence, dans la paix et dans la concorde.

1. La République fédérale d'Allemagne est la meilleure Allemagne de l'histoire. Cet avis, exact au demeurant et largement propagé durant la seconde moitié du 20^e siècle par Helmut Schmidt ou par des politologues comme Kurt Sontheimer (†), a fait quasiment l'unanimité dans un pays qui a encore mal à son histoire. Le modèle allemand est celui du pluralisme, de la démocratie, du fédéralisme, du partenariat social, de la fidélité à l'alliance atlantique et de l'Europe, bref à tout ce qui fait la gloire allemande d'après-guerre.
2. La République fédérale d'Allemagne, et plus encore ses habitants, ne peuvent pas s'imaginer de remettre en cause son/leur modèle. Sur la foi de son succès, ils font une confiance aveugle

à leur système qui repose notamment sur leur Constitution. Les Allemands savent parfaitement mettre les avantages de leur pays en avant, mais refusent immédiatement la moindre critique qui leur serait adressée. Néanmoins, ils sont aussi obligés de descendre parfois de leur piédestal, notamment lorsque l'on remet en cause leur politique européenne, à l'exemple de la crise grecque et celle de l'euro.

3. La République fédérale d'Allemagne est le chantre de la stabilité politique. Mais cette stabilité est moins solide que l'on veut bien le dire. Les coalitions ont certes pour avantage de préserver un certain équilibre entre les forces politiques en présence, mais présentent aussi pour inconvénient de scléroser une vie démocratique qui refuse l'émergence de nouvelles idées et rejette la mise en concurrence des projets politiques. Ainsi, l'observateur, aguerri ou pas, a souvent l'impression, pour reprendre une formule célèbre, que « l'Allemagne s'ennuie ».

B) Le retour de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Allemagne transatlantique ?

Ennuyeuse à certains égards, la vie politique allemande va connaître, ces prochains mois, une accélération qui ne sera pas obligatoirement au profit de la France. Va-t-on assister à un retour d'une RFA plus atlantiste ? À une RFA qui aura des yeux de Chimène pour Biden, regardant avec quelque inquiétude une France macronienne de plus en plus préoccupée par son propre sort ? Ce n'est pas impossible, loin de là.

1. Le gouvernement allemand a toutes les chances d'être le principal bénéficiaire du retour des Démocrates américains aux affaires. Tout laisse à croire qu'il répondra favorablement aux demandes des États-Unis, notamment en matière de défense. Les Allemands accroîtront leurs dépenses militaires au sein de l'OTAN et plaideront pour une « armée des Européens », selon la formule d'Annegret Kramp-Karrenbauer, soit la ministre de la Défense en poste à Berlin.
2. L'option stratégique allemande prend le contrepied de la stratégie française de « l'armée européenne » préconisée par le président Emmanuel Macron. 'L'armée européenne' n'a pas de beaux jours devant elle, contrairement à 'l'armée des Européens', dont la RFA est la meilleure des avocates. À ce titre, il convient de ne pas mélanger les deux termes, car ils sont en opposition stratégique l'un de l'autre. Par conséquent, l'Europe puissance se fera encore attendre.
3. Sur le plan de la politique intérieure, une alliance envisageable entre la CDU/CSU et les Verts ne risque pas d'être très favorable à Paris. Cela concerne notamment la Défense, mais aussi le nucléaire. Tout dépendra néanmoins de la composition du futur gouvernement et surtout du nom du futur chancelier. Pour Paris, il vaudrait mieux que ce soit Markus Söder qu'Armin Laschet, d'autant que la Bavière, par tradition historique, culturelle et administrative, a toujours éprouvé quelque sympathie pour la France.

IV. CONCLUSION

La France est appelée à faire une « analyse concrète de la situation concrète » de la République fédérale en 2021. Elle ne doit pas tomber dans ses vieux pièges d'antan, comprendre notamment qu'un chancelier ouest-allemand ne rétablira pas le modèle rhénan et que « la République de Berlin » s'est installée de manière définitive. Bref, pour être pris au sérieux, les Français ne peuvent plus avoir l'Allemagne qu'ils désirent, bref prendre leurs désirs pour des réalités.